

Graça Machel

Indexer les moins performants

Les pays qui ne font pas de progrès dans la réalisation de l'objectif d'Education pour Tous (EPT) doivent être publiquement identifiés, a déclaré mercredi Graça Machel, ancienne ministre de l'Education du Mozambique, dans un plaidoyer en faveur d'un engagement accru des gouvernements vis-à-vis de l'éducation.

«Nous devons cesser de frayer ensemble» et de protéger ceux qui trainent derrière à cause de leur manque de volonté politique, a-t-elle souligné, relevant que c'est là le seul moyen de respecter les promesses faites il y a dix ans à Jomtien, en Thaïlande, aux enfants et adultes du monde entier.

Elle a appelé les représentants de quelque 180 pays participant au Forum Mondial de l'Education à Dakar, Sénégal, à «se mettre pendant une seconde à la place des pauvres des milieux ruraux et urbains, ... à la place des handicapés ... Que penseriez-vous de gens qui discutent constamment de vos conditions, mais ne font rien pour les changer?»

Machel était la Présidente de la Plénière d'Ouverture, à laquelle ont été présentées les principales conclusions des rencontres régionales et de l'évaluation des ONG.

Il y a eu également une intervention spéciale de Peter Piot, Directeur Exécutif d'ONUSIDA, qui a mis en garde sans équivoque contre le danger que la pandémie représente pour l'éducation.

«Permettez-moi d'être tout à fait clair. Le SIDA représente l'une des plus

grandes menaces pour l'objectif d'éducation».

Cette maladie fatale qui ôte régulièrement la vie d'enseignants et d'autres professionnels dans les pays africains, est en train de ruiner des décennies d'investissement dans des pays d'Afrique et d'Asie, a-t-il déclaré.

Les gouvernements, a-t-il dit, ne sont pas impuissants face à la pandémie, et pourraient renverser la vapeur en investissant dans l'éducation au SIDA, et en l'intégrant dans les programmes d'éducation pour aider à changer les attitudes et protéger les enfants.

«Il est essentiel que (le) système éducatif s'attaque aux effets à court et à long terme» du VIH/SIDA, a-t-il lancé à la conférence, poussant Machel à dire que cela «briserait le cœur que vous n'agissiez pas comme vous devriez».

Elle a appelé les «personnes très influentes, je devrais dire les gens puissants» parmi les délégués du Forum, à faire preuve d'assez de volonté politique pour affecter ce qu'ils promettent lors des rencontres internationales, afin de faire avancer l'éducation ainsi que d'autres objectifs de développement social.

«L'éducation doit rester une priorité des programmes nationaux, et il faut des mécanismes pour garantir qu'elle reste une priorité. ... L'éducation doit comprendre qualité et équité.»

Machel a particulièrement demandé aux pays d'Afrique et d'Asie du Sud de «balayer devant leur porte, pour être sûrs que nous faisons notre part».

Elle a déclaré que ces deux régions «doivent faire un effort», et ajouté qu'il ne «suffisait plus de blâmer les autres» et d'en faire une excuse pour ne rien faire.

La communauté internationale, a-t-elle affirmé, a l'obligation de transférer le savoir-faire, et d'injecter des capitaux dans l'éducation. Si nous sommes unis, nos efforts seront couronnés de succès, a-t-elle ajouté.



Femmes et filles

L'Education, pas la discrimination

Sur les 110 millions d'enfants non scolarisés des pays en développement, 60 % sont des filles. Selon les Nations Unies, qui vont lancer un Programme décennal pour l'éducation des filles à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation, celles-ci sont systématiquement défavorisées, uniquement parce qu'elles sont des filles.

Si les portes de l'école primaire se sont ouvertes à 44 millions de filles supplémentaires dans les pays en développement par rapport à 1990, et si l'éducation des filles et des femmes fait désormais partie des priorités gouvernementales dans la plupart de ces pays, leur situation reste préoccupante.

«L'éducation des filles change tout, non seulement en termes de développement économique, mais aussi de développement humain», remarque Mary Joy Pigozzi de l'UNICEF. Comment alors expliquer une telle discrimination, alors que tous les indicateurs attestent les bienfaits sociaux de la scolarisation des filles. Peut-être par le fait que les familles n'en perçoivent pas toujours l'intérêt immédiat.

«Les décideurs nationaux devraient envisager le problème du point de vue des parents», suggère une note récente de la Banque mondiale. «S'il coûte plus cher aux parents d'éduquer les filles, mais que c'est la société qui en tire les plus grands profits, l'Etat devrait prévoir des mesures spécifiques et des subventions ciblées pour soutenir leur scolarisation.»

De nombreux gouvernements ont réagi. Les 200 écoles communautaires proches des filles du sud de l'Egypte en sont un brillant exemple. L'Etat est en train d'adapter leur méthodes – apprentissage actif et approche axée sur l'enfant – au système éducatif formel. Le Malawi a allégé le fardeau des familles en instaurant la gratuité scolaire et en supprimant les uniformes obligatoires. Dans le département de Mashan, en Chine, les villages et les ménages qui

prennent des mesures efficaces en faveur de la scolarisation des filles bénéficient d'un accès prioritaire aux prêts et aux fonds pour le développement. Un acte aussi simple que celui de construire des toilettes séparées pour les filles suffit parfois à les maintenir à l'école. C'est en Afrique et en Asie du sud qu'on devra faire les plus grands efforts pour combler l'écart entre filles et garçons. En Asie du sud, une fillette de six ans peut espérer en moyenne une scolarité de six ans – trois ans de moins que pour un garçon du même âge. Et lorsqu'à la disparité sexuelle s'ajoute l'écart ville/campagne, les filles y perdent un peu plus. Une fille des zones rurales a trois fois plus de chances d'abandonner l'école qu'un garçon de la ville. La discrimination se renforce en classe, où la recherche a montré que les enseignants, hommes et femmes, ont tendance à accorder davantage d'attention aux garçons, une attitude qu'on s'efforce de modifier par des programmes de formation à vocation égalitaire.

Croyances et pratiques traditionnelles sont souvent à l'origine de cette discrimination. Des filles, on attend généralement qu'elles s'occupent du ménage et de leurs jeunes frères et sœurs. Les parents les marient jeunes, ou se méfient du système éducatif. Une des raisons de ce manque de confiance est la crainte de harcèlements sexuels de la part des élèves garçons, ou même des maîtres.

La puberté, qui peut intervenir dès 10 ans, est une étape décisive. Dans de nombreuses sociétés, les parents envoient leurs filles à l'école, puis craignant une grossesse non désirée, les retirent dès la puberté pour les marier. «Tout enfant a droit à l'éducation, même une jeune fille enceinte», martèle Eddah Gachukia du Forum des éducatrices africaines (FAWE) qui a gagné son combat contre les politiques nationales africaines refusant l'accès de l'école aux jeunes filles attendant un enfant.

Le Bénin offre désormais des services d'éducation de base aux filles qui s'absentent ou quittent l'école. La Guinée a relevé l'âge officiel du mariage et sanctionne les maîtres coupables de harcèlement sexuel. En Tanzanie, une initiative prometteuse aide les filles à parler de leurs problèmes et à trouver des solutions pour surmonter les obstacles à leur développement social et scolaire. Au Brésil, par exemple, où le taux moyen de fécondité des femmes analphabètes est de 6,5 enfants, celui-ci tombe à 2,5 lorsqu'elles ont une éducation secondaire. ●

De la quantité à la qualité

De la Chine au Brésil, les gouvernements se saisissent aujourd'hui de la qualité, un concept qui embrasse bien des choses, de l'état des bâtiments scolaires à la formation des maîtres, du type des manuels disponibles à la participation parentale. Et on se préoccupe aussi davantage des besoins des élèves avant et après le primaire.

«Dans notre course aux effectifs, nous avons oublié l'aspect qualitatif», reconnaît le ministre de l'éducation du Bangladesh, Abu Sharaf Hifzul Kader Sadique. Dans son pays, l'alphabetisation est montée en flèche, mais c'est là la qualité qui pose problème. En dépit de progrès remarquables, la Chine reconnaît aussi ses lacunes : «La qualité générale des enseignants laisse beaucoup à désirer», confesse Lu Fuyuan, vice-ministre de l'éducation, arguant de la difficulté d'accès de certaines régions. Chine et Bangladesh ne sont pas les seuls. Le Brésil, le Malawi et le Mexique, la plupart des pays ayant en fait réalisé de grands progrès en matière d'éducation universelle souhaitent

«Education pour tous» ne signifie pas forcément «qualité pour tous». De plus en plus, les pays qui sont parvenus à scolariser la quasi-totalité des enfants du primaire comprennent qu'il faut aussi viser un meilleur enseignement.

maintenant améliorer le contenu de l'enseignement.

Aujourd'hui, en Asie du sud et en Afrique subsaharienne, moins de trois enfants sur quatre atteignent la cinquième année d'études. En termes de mesure de l'efficacité, leurs systèmes scolaires perdent jusqu'à un tiers de leurs ressources en redoublements et abandons scolaires.

Il existe plusieurs manières de rechercher la qualité. L'une d'elles consiste à reconnaître que l'apprentissage commence dès la naissance. L'éducation de la petite enfance n'a fait que progresser depuis dix ans. «Le développement du cerveau au cours des toutes premières années joue un rôle essentiel dans l'apprentissage tout au long de la vie», explique Judith Evans, spécialiste de la protection et de l'éveil de la petite enfance. La mauvaise for-

mation des maîtres est une cause principale de mauvaise qualité. Ayant atteint un taux de scolarisation primaire de 96 %, le Brésil porte maintenant ses efforts sur l'amélioration de la qualité de l'instruction, à juste titre : près de la moitié des enfants brésiliens ont un an de retard ou redoublent une ou plusieurs classes. Une étude nationale récente a montré que les élèves dont les maîtres ont une formation de niveau universitaire progressent beaucoup plus vite que les autres. Or la moitié environ du 1,5 million d'enseignants du primaire au Brésil n'a pas cette qualification.

Paradoxalement, si dans certains pays, on améliore la formation des maîtres, dans d'autres, les enseignants qualifiés et talentueux délaissent la profession pour des emplois plus rémunérateurs dans l'informatique ou le tourisme, une «fuite des cerveaux» provoquée par un statut médiocre et des salaires qui le sont encore plus.

«Les pères de famille enseignant dans le primaire sont aussi rares que les étoiles en plein jour», remarque l'enseignant mongol Tzerendzhin Urtnasan, dont le salaire équivaut, selon lui, à «une misère».

L'environnement scolaire joue aussi sur la qualité : un bon environnement a un effet positif sur la présence et la réussite des élèves. L'inverse est également vrai. Une étude UNESCO/UNICEF menée dans quatorze des pays les moins développés d'Afrique et d'Asie a révélé que 35 à 90 % des bâtiments scolaires avaient besoin d'être réparés ou reconstruits. Beaucoup n'avaient ni mobilier ni eau courante. Dans une majorité de pays, on a le plus grand mal à élaborer et distribuer des manuels et des matériels d'enseignement adéquats, des instruments mathématiques aux cartes géographiques. ●



Les élèves-enseignants sénégalais réclament l'embauche de leurs aînés en chômage.

(Suite de la P.8)

La «composante sociale» impose,

quant à elle, la

prise d'actions concrètes et

implique nécessairement des

dépenses importantes. En effet, en

vertu des Conventions de droits

humains, chaque Etat doit garantir

à ce que l'enseignement primaire

soit obligatoire et gratuit pour tout

enfant. De plus, selon la

Convention des droits de l'enfant, il

incombe à l'Etat de combattre active-

ment le travail des enfants

lorsque celui-ci met en péril leur

éducation. Il lui faut également lut-

ter contre l'abandon scolaire et

l'absentéisme. De plus, l'Etat est

tenu, dans toute la mesure possible,

de fournir une éducation fonda-

mentale à chaque personne n'ayant

pas reçu d'instruction primaire

AU-DELA DU SLOGAN

complète.

Finalement, les Conventions inter-

nationales demandent aux Etats

membres de s'engager dans l'assis-

tance et la coopération internatio-

nales, notamment sur les plans éco-

nomiques et techniques, en vue

d'assurer le plein exercice des

droits humains. La Convention des

droits de l'enfant, stipule la nécessi-

té de tenir particulièrement compte

des besoins des PVD en vue de

contribuer à éliminer l'ignorance et

l'analphabétisme dans le monde et

de faciliter l'accès aux connais-

sances scientifiques et techniques et

aux méthodes d'enseignement

modernes. ●